

Arrêté n° 1707 CM du 18 août 2021 fixant les modalités de prise en charge par les régimes de protection sociale des soins infirmiers à domicile des personnes atteintes de covid-19

(NOR : DPS2121904AC-2)

Paru in extenso au journal officiel n°78 NS du 19/08/2021 à la page 5176 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 26/07/2022

Le Président de la Polynésie française,
 Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,
 Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
 Vu le décret n° 2021-1068 du 11 août 2021 déclarant l'état d'urgence sanitaire en Polynésie française ;
 Vu la loi du pays n° 2009-2 du 28 janvier 2009 relative à la profession d'infirmier en Polynésie française ;
 Vu la loi du pays n° 2020-11 du 21 avril 2020 sur la prévention et la gestion des menaces sanitaires graves et des situations d'urgence ;
 Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;
 Vu la délibération n° 2003-125 APF du 28 août 2003 relative à l'instauration d'une codification des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux en Polynésie française ;
 Vu la délibération n° 2009-14 APF du 14 mai 2009 relative au code de déontologie des infirmiers ;
 Vu la délibération n° 2020-14 APF du 17 avril 2020 modifiée portant adaptation des procédures en matière civile et administrative ;
 Vu l'arrêté n° 809 CM du 28 juillet 1995 fixant les tarifs d'autorité de la Caisse de prévoyance sociale pour les actes dispensés par des praticiens médicaux et paramédicaux non conventionnés ;
 Vu l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 relatif à la nomenclature polynésienne des actes professionnels (NPAP) applicable aux auxiliaires médicaux et à certains actes des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ;
 Considérant la recrudescence de l'épidémie de la covid-19 et la forte diffusion du variant delta sur l'ensemble du territoire ;
 Considérant que l'isolement des cas avérés et la limitation des contacts sont les éléments les plus importants de lutte contre la dissémination de la maladie ;
 Considérant que la prévention des formes graves de la maladie et en particulier celles qui nécessitent une réanimation médicale, est une urgence de santé publique au regard d'une offre hospitalière limitée en Polynésie française, notamment en réanimation médicale ;
 Considérant que le bilan réalisé systématiquement par un médecin à la recherche de facteurs de risques de décompensation, dans les jours qui suivent l'annonce de la positivité, est un élément clef de la prévention des formes graves de la maladie ;
 Considérant que les soins infirmiers à domicile prescrits par un médecin pour un patient atteint de la covid-19 sont indispensables pour leur accès aux soins et pour prévenir les formes graves de la maladie ;
 Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 août 2021,

Arrête :

Article 1er

La prise en charge de patients dont le diagnostic d'infection à la covid-19 a été posé cliniquement ou biologiquement peut nécessiter une surveillance clinique de prévention à domicile par des infirmiers. Cette surveillance doit être prescrite par le médecin qui assure le suivi du patient.

L'infirmier rend compte de l'état de santé du patient au médecin selon une fréquence et des modalités déterminées par le médecin et indiquées sur la prescription médicale.

Les paramètres de prévention et de surveillance à prendre en compte chez le patient pour détecter et prévenir rapidement la présence de signes de gravité sont notamment : l'éducation du patient et de son entourage sur les mesures "barrières" et l'observance de ces mesures, la fièvre, la fonction respiratoire, la fonction cardiovasculaire et l'état général.

Art. 2

Par analogie, les soins cités à l'article 1er sont notés au même titre que l'acte prévu au chapitre 12.2.7 "prise en charge spécialisée" pour le code acte 12020701 "séance à domicile, de surveillance clinique et de prévention pour un patient à la suite d'une hospitalisation pour épisode de décompensation d'une insuffisance cardiaque ou d'exacerbation d'une bronchopathie chronique obstructive (BPCO)" figurant en annexe II de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 susvisé.

L'infirmier doit indiquer sur la feuille de soins la lettre "c" après la lettre-clé "AMI" pour indiquer que les soins sont effectués dans le cadre d'une prescription médicale de prise en charge à domicile de personnes atteintes de la covid-19 au titre du présent dispositif.

Par dérogation, le nombre d'actes et la fréquence de réalisation sont déterminés par la prescription médicale sans autre condition de facturation.

Art. 3

Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté n° 809 CM du 28 juillet 1995 susvisé, le tarif de remboursement par les régimes de protection sociale des actes prévus à l'article 1er du présent arrêté, dispensés par des infirmiers libéraux non conventionnés, est fixé comme suit :

- lettre-clé : AMIc ;
- définition de la lettre-clé : Acte pratiqué par l'infirmier ou infirmière à l'exception des actes infirmiers de soins qui donnent lieu à application de la lettre-clé AIS ;
- tarif : 501 F CFP (cinq cent un francs CFP).

Art. 4

Les majorations et frais accessoires liés aux actes de soins infirmiers prévus à l'article 1er sont remboursés sur la base de tarifs identiques aux tarifs conventionnels en vigueur.

Art. 5

Les actes de soins infirmiers prévus à l'article 1er sont pris en charge par les régimes de protection sociale de la Polynésie française en tiers-payant et à 100 % des tarifs fixés à l'article 3. Cette prise en charge en tiers-payant et à 100 % s'applique également aux majorations et frais accessoires prévus à l'article 4.

Art. 6 *Rédaction issue de Arrêté n° 1322 CM du 20 juillet 2022*

Ce dispositif de prise en charge par les régimes de protection sociale polynésiens s'applique aux actes effectués jusqu'au 31 juillet 2022 inclus.

Art. 7

Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 août 2021.

Par le Président de la Polynésie française :

Edouard FRITCH.

Le ministre des finances,
de l'économie,
Yvonnick RAFFIN.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 1707 CM du 18 août 2021](#), JOPF n° 78 NS du 19/08/2021 à la page 5176
- [Arrêté n° 3018 CM du 23 décembre 2021](#), JOPF n° 104 N du 28/12/2021 à la page 31132
- [Arrêté n° 413 CM du 24 mars 2022](#), JOPF n° 25 N du 29/03/2022 à la page 6466
- [Arrêté n° 1322 CM du 20 juillet 2022](#), JOPF n° 59 N du 26/07/2022 à la page 15888